

# « La politique étrangère de la France est-elle cohérente? (2/2) »

La diplomatie française ne semble pas avoir de cap. Le mode de gouvernement personnel d'un Emmanuel Macron va-t-en-guerre l'affaiblit, voire la rend illisible.

**Notre objectif doit être de préparer la paix, non la guerre. Cela passe notamment par la dénucléarisation, clé de la sécurité en Europe.**

À suivre le président Macron au fil de ses interventions sur la politique étrangère, il y a de quoi d'avoir le tournis. Où veut-il nous emmener? Vers une escalade guerrière? Dans une volonté d'affirmation de puissance vis-à-vis de Poutine et de résistance aux côtés du président Zelensky, le chef de l'État a priori n'exclut plus aucune ligne rouge. Sauf que notre objectif doit être de préparer la paix, et non la guerre. Il doit être de permettre la coexistence pacifique entre les différentes populations et d'empêcher la Russie de conquérir des territoires hors de ses frontières définies dans le cadre de l'ONU. Aussi,



**PATRICE BOUVERET**  
Directeur de l'Observatoire des armements



**JEAN-MARIE COLLIN**  
Directeur d'Ican France

que les responsables politiques des autres États soient réticents à se retrouver sous la coupe du président français. D'autant que trois d'entre eux (Autriche, Irlande et Malte) sont membres du traité sur l'interdiction des armes nucléaires (Tian). Installer des armes nucléaires françaises dans d'autre pays avec un régime de double clé pour leur utilisation est tout aussi illusoire. Sans compter que, du coup, ces États deviennent des cibles privilégiées en cas de guerre. Si l'objectif est de renforcer la sécurité en Europe, alors cela doit passer irrémédiablement par la dénucléarisation de son territoire dans le cadre du Tian.

En polarisant le débat sur la peur que la guerre en Ukraine vienne jusqu'à nos portes, le président cherche à détourner l'opinion publique des véritables enjeux qui sont au cœur des conflits d'aujourd'hui ou

**Le chef de l'État cherche à détourner l'opinion publique des véritables enjeux actuels.**

à venir, que ce soit l'urgence de la transition écologique ou une répartition des richesses plus équitables... Son approche – par le biais de phrases provocatrices dans les médias – ne fait qu'accroître la méfiance et la colère, car ni une économie de guerre ni une présence militaire plus importante ne remplacent la nécessité d'un nouvel ordre politique et économique international qui ne peut résulter que d'un débat démocratique ouvert associant l'ensemble de la société. ■



**POUR ALLER PLUS LOIN**

Le site de la Campagne internationale pour abolir les armes nucléaires : [icanfrance.org](http://icanfrance.org)

Le site de l'Observatoire des armements : [obsarm.info](http://obsarm.info)



**À LIRE**

**Géostratégix II** (Dunod graphic, 2023) et **Guerre en Ukraine, l'onde de choc géopolitique** (Eyrolles, 2023), de Pascal Boniface.

**Le président de la République abandonne une posture traditionnelle et avantageuse pour la France : servir de pont entre l'Occident et le Sud global.**

La proposition d'Emmanuel Macron d'envoyer des troupes occidentales en Ukraine a suscité une cascade de réactions. En France, la plupart des médias et experts stratégiques se sont félicités de voir le président Macron durcir le ton à l'égard de Vladimir Poutine, alors qu'ils lui reprochaient jusqu'ici d'avoir été trop conciliant avec lui. Mais si, dans la communauté stratégique française, les « faucons » sont majoritaires, ils ne le sont pas dans le pays : 74 % des Français s'opposent à l'envoi de troupes en Ukraine. Il en va de même pour les dirigeants européens qui ont tous pris leurs distances ou critiqué les propositions d'Emmanuel Macron. Durant la guerre froide, les pays de l'Otan et du pacte de Varsovie ont soigneusement évité tout affrontement militaire direct. Jamais un soldat soviétique n'a tiré un coup de feu contre un soldat américain et réciproquement. Il pourrait paraître pour le moins paradoxal de prendre un tel risque aujourd'hui. Le ministre français des Armées, Sébastien Lecornu, a exclu l'envoi de troupes combattantes au sol, venant donc corriger (ou préciser) les propos du président.

Les pays occidentaux sont d'une certaine façon piégés, et ils se sont piégés eux-mêmes. En adhérant totalement aux buts de guerre de Volodymyr Zelensky et en affirmant de façon répétée que leur crédibilité



**PASCAL BONIFACE**  
Directeur de l'Institut de relations internationales et stratégiques (Iris)

stratégique était en jeu, ils se retrouvent dos au mur en cas d'échec de l'Ukraine.

Emmanuel Macron s'est sans doute dit qu'il avait une carte à jouer pour exercer un leadership européen. Pour reprendre l'initiative et ne plus être sur la défensive, la France et l'Allemagne étant vivement critiquées à l'est de l'Europe pour leur relative proximité

avec la Russie. Le problème est qu'en se positionnant ainsi, il abandonne une posture traditionnelle et avantageuse pour la France : servir de pont entre l'Occident et le Sud global, au moment où le fossé entre les deux s'élargit. Dans la tradition de De Gaulle et de Mitterrand, la France est certes un pays occidental, mais ne peut être résumée à cela. Elle se distingue en ayant également une politique active avec les pays du Sud, d'autant que ces derniers occupent une place grandissante sur la scène internationale. En se positionnant en flèche dans le soutien à l'Ukraine, la France s'éloigne de la plupart des pays du Sud global, pour qui l'urgence est de voir cette guerre prendre fin. C'est d'ailleurs ce qu'a évoqué le pape François en demandant à Volodymyr Zelensky d'avoir le courage de hisser le drapeau blanc. Mais pour Emmanuel Macron et Volodymyr Zelensky, cela revient à un lâche abandon. Personne ne peut garantir que la poursuite de la guerre – qui aura un coût humain, économique et social – permettra de parvenir au résultat recherché. Pour le pape François et de nombreux leaders du Sud, on va prolonger inutilement la guerre, sans pour autant modifier la donne territoriale. ■

**Les pays occidentaux se retrouvent dos au mur en cas d'échec de l'Ukraine.**